



## Recueil de la jurisprudence

### Arrêt de la Cour (septième chambre) du 19 décembre 2012 – Heineken Nederland et Heineken / Commission

(affaire C-452/11 P)

«Pourvoi — Concurrence — Entente — Marché néerlandais de la bière — Décision de la Commission constatant une infraction à l'article 81 CE — Amendes — Durée de la procédure administrative — Niveau de l'amende»

1. *Pourvoi — Moyens — Contrôle par la Cour de l'appréciation des éléments de fait et de preuve — Exclusion sauf cas de dénaturation — Moyen tiré de la dénaturation des éléments de preuve — Nécessité d'indiquer de façon précise les éléments dénaturés et de démontrer les erreurs d'analyse ayant conduit à cette dénaturation (Art. 256, § 1, al. 2, TFUE; statut de la Cour de justice, art. 58, al. 1; règlement de procédure de la Cour, art. 169, § 2) (cf. points 28, 43, 44, 47, 48, 70-73)*
2. *Concurrence — Amendes — Montant — Détermination — Critères — Gravité de l'infraction — Absence de liste contraignante ou exhaustive de critères — Marge d'appréciation réservée à la Commission — Élévation du niveau général des amendes — Admissibilité (Art. 81 CE; règlement du Conseil n° 1/2003, art. 23, § 2 et 3) (cf. points 92, 93, 107-109, 111-113)*
3. *Concurrence — Procédure administrative — Obligations de la Commission — Respect d'un délai raisonnable (Règlement du Conseil n° 1/2003) (cf. point 97)*
4. *Pourvoi — Compétence de la Cour — Remise en cause, pour des motifs d'équité, de l'appréciation portée par le Tribunal sur le montant d'une amende infligée à une entreprise — Exclusion (Art. 81 CE et 82 CE; art. 256, § 1, TFUE; règlement du Conseil n° 1/2003, art. 23, § 2) (cf. point 125)*

#### Objet

Pourvoi formé contre l'arrêt du Tribunal (sixième chambre élargie) du 16 juin 2011, Heineken Nederland et Heineken/Commission (T-240/07), par lequel le Tribunal a annulé l'art. 1<sup>er</sup> de la décision C (2007) 1697 de la Commission, du 18 avril 2007, relative à une procédure d'application de l'art. 81 [CE] (affaire COMP/B/37.766 – Marché néerlandais de la bière), pour autant que la Commission européenne y a constaté qu'Heineken NV et Heineken Nederland BV ont participé à une infraction consistant en la coordination occasionnelle de conditions commerciales, autres que des prix, offertes aux consommateurs individuels dans le secteur «horeca» aux Pays-Bas

**Dispositif**

- 1) Le pourvoi est rejeté.
- 2) Heineken Nederland BV et Heineken NV sont condamnées aux dépens.